

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du

27 NOV. 2015

mettant en demeure la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC
de respecter les prescriptions de l'article R 515-82 II du code de l'environnement
pour la remise du rapport de base

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en régularisation du 12 février 2004 réglementant l'exploitation d'installations de fabrication de chocolats,
- VU la notification du 12 mai 2014 par laquelle la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC porte à la connaissance du préfet, en application des articles R 513-1 et R 515-84, l'existence de ses installations de fabrication de chocolats visées par la rubrique 3642-3 de la nomenclature des installations classées,
- VU le rapport du 13 novembre 2015 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC exploite à Strasbourg des installations visées par la rubrique n° 3642-3 de la nomenclature des installations classées.

CONSIDÉRANT que ces installations, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,

CONSIDÉRANT qu'il appartenait à la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC, en application de l'article R 515-82 II du code de l'environnement de remettre au préfet, avant le 7 janvier 2014, un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R 515-72 du code de l'environnement et de joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'étude d'éligibilité transmise le 10 avril 2015 par la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC conclut à l'exigibilité du rapport de base ;

CONSIDÉRANT que le 13 novembre 2015 la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base mentionné à l'article R 515-82 II,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC dont le siège social est à Strasbourg 12, route de la Fédération, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, dans un délai de 3 mois, la prescription de l'article R 515-82 II du code de l'environnement qui veut que les exploitants des installations qui, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution remettent au préfet :

- un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R 515-59 du code de l'environnement.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société MONDELEZ STRASBOURG PRODUCTION SNC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
 R le Préfet,
 Le Secrétaire Général


 Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.